

Mémoire en réponse à l'Avis de la MRAe sur le projet de PLU de la commune de Le Pouzin (07)

Caractère complet et qualité des informations contenues dans le rapport de présentation

Milieus naturels, biodiversité et continuités écologiques

L'Autorité environnementale recommande de mieux caractériser les éléments constitutifs des trames verte et bleue à l'échelle communale.

Le dossier oublie de mentionner :

- les terrains concernés par des mesures compensatoires liées au chantier du port et à la construction des parcs photovoltaïques (EDF et CNR), dont une partie est classée en zone UI dans le projet de PLU ;
- la réserve de chasse et de faune sauvage de Printegarde ;
- la réserve naturelle régionale du réseau de grottes à Chiroptères en Drôme-Ardèche – Grotte de Meyssset », située sur la commune voisine de Rompon mais dont les enjeux doivent être pris en compte dans le PLU du Pouzin.

>> L'état initial est mis à jour et complété, notamment en ce qui concerne les 3 éléments mentionnés au-dessus, ainsi que les éléments de la trame verte et bleue communale. Des cartes localisant les secteurs de la commune particulièrement favorables à l'accueil des différentes espèces nécessiteraient un travail de terrain exhaustif sur la commune qui n'est pas réalisable, ni pertinent, à l'échelle d'un PLU, alors que les grands enjeux sont déjà pris en compte dans la TVB.

Enjeux liés à l'eau

L'Autorité environnementale recommande d'étayer de façon robuste les conclusions relatives à la disponibilité de la ressource en eau potable et du système d'assainissement, ou de les reconsidérer.

>> **Eau potable** : le SYDEO (syndicat intercommunal des eaux) a été consulté sur le projet de PLU et, dans son avis (courrier du 14/02/2023) a précisé que :

« Les orientations du PADD de la commune de le Pouzin sont compatibles avec la disponibilité de la ressource en eau potable et les infrastructures de SYDEO, tant pour le développement et la densification de son habitat que pour son développement économique ».

Ce courrier mentionne également que le SYDEO va prochainement lancer une procédure de DUP sur la commune du Pouzin pour la création de nouveaux forages destinés à sécuriser l'approvisionnement en eau du territoire du syndicat.

>> **Assainissement** : le zonage d'assainissement de la commune a été mis à jour par la Communauté d'Agglomération Privas Centre Ardèche en parallèle à l'élaboration du PLU. La capacité résiduelle de la STEP intercommunale de Chambenier est largement suffisante pour faire face au développement prévu dans le PLU. En 2018 elle était utilisée pour environ la moitié de sa capacité.

En ce qui concerne la STEP pour la ZAC Rhône Vallée, elle était utilisée à 70% environ de sa capacité, mais compte-tenu des interdictions de construction liées au PPR inondation, cette zone ne peut être développée, le volume d'effluents à traiter ne devrait donc pas augmenter.

Paysage, sites et patrimoine bâti

L'Autorité environnementale recommande d'effectuer une véritable analyse paysagère et patrimoniale du territoire.

>> Le contexte paysager et sa prise en compte dans le PLU sont proportionnés aux enjeux de la commune. Il est à noter que les éléments de paysage identifiés par le SCOT Centre Ardèche (lignes de crêtes et point de vue sur les gorges de l'Ouvèze à la sortie du centre-ville) sont classés en zone naturelle inconstructible dans le PLU.

>> Le PLU protège les alignements d'arbres structurants, ainsi que les parcs urbains et introduit des prescriptions concernant l'insertion paysagère des futures constructions et de leurs abords.

Incidences du projet de Plan d'urbanisme (PLU) sur l'environnement et mesures prévues pour les éviter, réduire ou compenser

L'Autorité environnementale recommande d'évaluer en détail les incidences potentielles de l'extension du surzonage prévue en zone N pour l'extension de la carrière existante (zone d'extraction et chemins d'accès), concernant en particulier la biodiversité, la qualité de l'eau, le paysage ou les nuisances (qualité de l'air, bruit), et de présenter les mesures pour les éviter ou les réduire.

>> L'extension du périmètre de carrière a été supprimée du projet. Le secteur de carrière maintenu dans le PLU correspond donc uniquement au périmètre de l'autorisation d'exploiter.

Par ailleurs, les incidences du règlement sont présentées dans le tableau p.196 à 200. Cette analyse, qui n'identifie que des incidences positives, est très insuffisante et est à reprendre et à argumenter.

L'Autorité environnementale recommande d'évaluer les effets du règlement sur les enjeux environnementaux du territoire et de présenter les mesures prises pour les éviter ou les réduire.

>> Le règlement écrit a pour effet d'encadrer les futures constructions et aménagements pour des motifs :

- de bonne insertion dans le tissu urbain ou l'environnement (règles d'implantation des constructions, de hauteur maximum, prescriptions architecturales et en matière de plantations,...),
- de sécurité (conditions de dessertes par la voirie, prescriptions dans les zones de risques, limitation de l'imperméabilisation de gestion des eaux pluviales,...)
- de salubrité publique (raccordement au réseau d'assainissement),
- de limitation des nuisances (limitation des activités autorisées en zone d'habitat,...)

C'est pourquoi le règlement écrit présente uniquement des incidences positives par rapport à la situation actuelle dans laquelle la commune n'est régie que par le règlement national d'urbanisme.

Il est à noter que les incidences du règlement graphique (zonage notamment) sont également présentées dans les pages précédant l'analyse des incidences du règlement écrit.

>> L'évaluation a été complétée pour présenter les mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre.

En comparaison, l'étude des impacts sur les zones Natura 2000 du territoire (p.202 à 227) apparaît disproportionnée, d'autant que la quasi-totalité des surfaces concernées est couverte par un zonage A ou N ne permettant aucune urbanisation. Seul l'impact de l'extension de la carrière aurait mérité d'être étudié en détail (voir précédemment).

>> L'extension de la carrière est supprimée.

Dispositif de suivi proposé

Une liste d'indicateurs de suivi des résultats de l'application du PLU sur la préservation des enjeux environnementaux est fournie (p.225-226). Ceux-ci sont en nombre raisonnable et apparaissent globalement pertinents. La fréquence de renseignement souhaitée, la source des données et le service responsable communal du suivi sont identifiés pour chaque indicateur. En revanche, il est souligné que « pour suivre l'évolution des indicateurs, il est important de définir un état zéro dès l'approbation du PLU afin d'avoir une référence » (p.226) : cet « état zéro » aurait dû être réalisé dès ce stade.

L'Autorité environnementale recommande que l'état initial des indicateurs retenus soit défini.

>> Le PLU définit bien les indicateurs de suivi et leurs modalités d'application comme le prévoit le code de l'urbanisme. C'est dans le cadre de ce suivi que l'état initial de ces indicateurs sera défini.

Résumé non technique du rapport environnemental

Ce résumé extrêmement succinct (trois pages) est largement insuffisant pour prendre connaissance du projet de PLU ainsi que de la démarche d'évaluation environnementale dont il a fait l'objet.

L'Autorité environnementale recommande d'étoffer significativement le résumé non technique et de prendre en compte dans le résumé non technique les conséquences des recommandations du présent avis.

>> Le résumé non technique est complété et les modifications apportées prises en compte.

Prise en compte des enjeux environnementaux par le PLU

Gestion économe de l'espace et lutte contre l'étalement urbain

Activités économiques

L'emprise de la carrière en cours d'exploitation (37,91 ha) est en zone N. Une trame du plan de zonage identifie celle-ci ainsi que son extension projetée (50 ha au total).

L'Autorité environnementale recommande de considérer le surzonage de la zone N comme de la consommation d'espace.

>> Le surzonage (l'extension du périmètre de carrière) a été supprimé du projet. Le secteur de carrière maintenu dans le PLU correspond donc uniquement au périmètre de l'autorisation d'exploiter.

Milieux naturels, biodiversité et continuités écologiques

L'Autorité environnementale recommande :

- de définir des prescriptions permettant d'éviter ou réduire les incidences du surzonage sur le milieu naturel et la biodiversité.

- de traduire dans le règlement écrit, graphique ou les orientations du PLU les mesures d'évitement et réduction des incidences du PLU sur la biodiversité, les milieux naturels et les continuités écologiques.

>> Le surzonage (l'extension du périmètre de carrière) a été supprimé du projet. Le secteur de carrière maintenu dans le PLU correspond donc uniquement au périmètre de l'autorisation d'exploiter. Il y a donc évitement total par rapport à la situation actuelle.

Énergie, émissions de gaz à effet de serre et qualité de l'air

L'Autorité environnementale recommande de présenter les mesures prises pour diminuer l'empreinte carbone du territoire.

Les incidences et mesures concernant le climat sont déjà présentées dans les tableaux d'analyse des incidences du zonage. En synthèse, les éléments qui suivent seront ajoutés.

En matière de PLU, qui est un document de planification et non pas un projet d'aménagement ou de construction en lui-même, l'empreinte carbone est liée aux changements d'usage des sols et notamment à leur artificialisation.

Les mesures prises pour limiter l'empreinte carbone du projet de PLU sont les suivantes :

- la principale mesure est la limitation des surfaces amenées à changer d'usage pour être urbanisées ou imperméabilisées : en effet les secteurs constructibles sont limités à l'échelle de la commune (4,29 ha de surfaces disponibles) et concernent des terrains en friche dans le tissu urbain d'une part et d'autre part une ancienne carrière sur un socle en partie rocheux ; Par ailleurs les emplacements réservés sont également très limités en surface et concernent pour l'essentiel des terrains déjà artificialisés.

- dans les secteurs urbanisés (sauf le centre-ville ancien) et dans les zones à urbaniser, un pourcentage minimal de surface non imperméabilisée est imposé : 25% en zone AUo1, 15% en zones AUo2, UB et UC et 10% en zones Ui et Uiz.

- les espaces boisés, y compris dans la partie urbanisée du territoire sont maintenus ;

- la réalisation des stationnements en matériaux non imperméables est encouragée dans le règlement écrit.